

Enquête financière – Deuxième trimestre 2003

Méthodologie de l'enquête

L'enquête financière, de périodicité trimestrielle, est une enquête de tendance menée, par l'intermédiaire du réseau de succursales de la Banque de France, auprès des établissements de crédit qui sont interrogés sur leur comportement et sur celui de l'ensemble des entreprises et des particuliers. Les questions visent à saisir, sous forme de notations chiffrées, des évolutions (passées ou prévues) relatives aux marchés de prêts et placements et des opinions relatives à des situations (trésoreries, endettement global des entreprises et des particuliers, patrimoine financier des particuliers). Les réponses sont pondérées en fonction de l'importance de l'activité clientèle de l'établissement interrogé, le critère variant selon la nature de la question. Les chiffres ainsi obtenus donnent une mesure synthétique de l'écart entre la proportion des informateurs qui estiment qu'il y a eu progression ou qu'une situation est favorable (trésoreries, patrimoine financier des particuliers) ou importante (endettement global) et celle des informateurs jugeant qu'il y a eu fléchissement ou qu'une situation est défavorable ou faible.

Vue d'ensemble

Au deuxième trimestre 2003, les conditions de banque débitrices et créditrices, se sont détendues.

Situation des entreprises et des particuliers

Selon les établissements bancaires interrogés, la situation de la trésorerie des entreprises s'est stabilisée à un niveau bas. Grâce à un allègement des stocks, les besoins en fonds de roulement ont progressé plus modérément qu'au trimestre précédent, malgré la poursuite de la contraction des résultats bruts d'exploitation. Les crédits à moyen et long termes ont reculé, à un rythme toutefois beaucoup moins soutenu qu'au premier trimestre.

Les particuliers, dont le patrimoine financier s'est amélioré, ont vu, toutefois, leur endettement global progresser et leurs difficultés de paiement s'accroître légèrement par rapport au trimestre précédent.

Au cours du deuxième trimestre 2003, selon les établissements bancaires interrogés, une progression plus soutenue de la demande de crédit devrait être observée, grâce, notamment, à une légère reprise des investissements émanant des entreprises et au dynamisme persistant de la demande de crédits immobiliers aux particuliers.

*Direction de la Conjoncture
Service des synthèses conjoncturelles*

1. Le comportement des établissements de crédit

Au cours du deuxième trimestre 2003, la concurrence entre les établissements de crédits est jugée, globalement, plus vive qu'au trimestre précédent, notamment dans les relations avec les particuliers.

Parallèlement à la baisse des taux de marché et à l'accentuation de la concurrence en matière de crédit, on observe une baisse des conditions débitrices sensiblement plus marquée que celle enregistrée pour la rémunération des placements.

Les prix des services ont légèrement progressé sous l'effet d'une multiplication des produits proposés.

Les marges bancaires se sont moins resserrées qu'au trimestre précédent.

Au cours des prochains mois, les établissements de crédits s'attendent à un raffermissement de la demande globale de crédits.

Comportement des établissements de crédit

	<i>(soldes d'opinions)</i>							
	2001		2002		2003			
	Sept.	Déc.	Mars	Juin	Sept.	Déc.	Mars	Juin
Rémunération des placements								
des particuliers	- 22	- 10	8	1	- 14	- 26	- 23	- 26
des entreprises	- 28	- 12	3	2	- 16	- 26	- 24	- 29
Taux des crédits								
aux particuliers	- 36	- 19	17	- 5	- 38	- 44	- 43	- 54
aux entreprises	- 39	- 19	21	6	- 18	- 36	- 21	- 43
Prix des services								
aux particuliers	4	3	8	14	16	19	16	9
aux entreprises	5	5	7	14	17	11	18	4
Marges bancaires	- 11	5	- 8	- 7	3	- 1	- 16	- 9
Évolution prévue de la demande de crédit	- 13	1	15	18	- 3	14	5	18

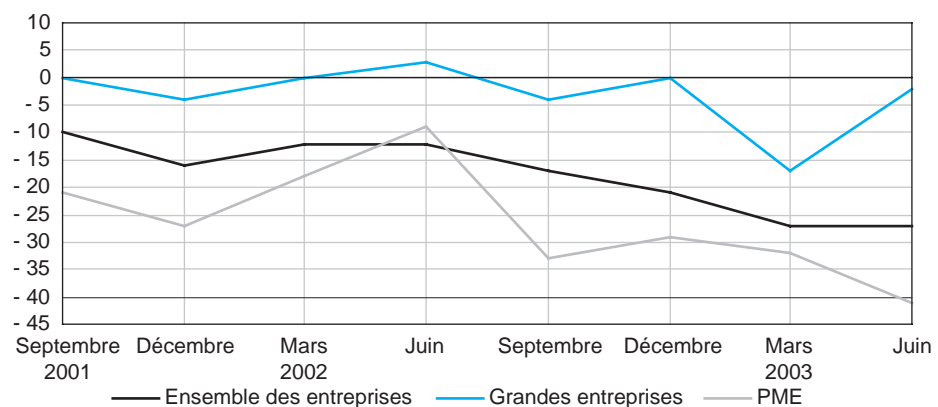
2. Le comportement des entreprises

Solde des opinions portées par les établissements de crédit sur l'ensemble des entreprises

	2001		2002				2003	
	Sept.	Déc.	Mars	Juin	Sept.	Déc.	Mars	Juin
Situation de trésorerie en fin de période								
Ensemble des entreprises	- 10	- 16	- 12	- 12	- 17	- 21	- 27	- 27
Grandes entreprises	0	- 4	0	3	- 4	0	- 17	- 2
PME	- 21	- 27	- 18	- 9	- 33	- 29	- 32	- 41
Situation de trésorerie prévue								
Ensemble des entreprises	- 18	- 15	- 6	- 8	- 31	- 21	- 21	- 15
Grandes entreprises	- 7	- 11	1	- 6	- 18	- 4	- 16	3
PME	- 29	- 18	- 10	- 11	- 35	- 27	- 24	- 16
Difficultés de paiement	7	12	6	16	23	21	17	17
Résultats bruts d'exploitation	- 29	- 35	- 27	- 29	- 37	- 31	- 41	- 41
Besoins en fonds de roulement	19	24	15	31	16	20	18	11
Investissements globaux	- 34	- 38	- 34	- 18	- 56	- 16	- 60	- 16
Autorisations nouvelles et renouvellements de crédits à court terme	8	17	- 1	21	3	18	- 12	7
Utilisations nouvelles de prêts à moyen et long termes	- 16	- 30	- 20	- 7	- 35	- 13	- 43	- 13
Situation de l'endettement global	5	- 1	- 1	0	- 4	2	- 1	2
Dépôts à vue (encours moyen)	5	9	11	- 1	- 8	- 8	- 24	- 1
Placements nouveaux liquides	0	- 6	- 11	- 10	- 26	- 12	- 25	- 13
Placements nouveaux en titres négociables	1	- 3	- 2	- 11	- 21	- 14	- 22	- 2
dont : Titres d'OPCVM	2	- 1	4	- 6	- 14	- 12	- 19	- 2
Évolution prévue de la demande de crédit de trésorerie	19	22	14	17	10	18	10	16
Évolution prévue de la demande de crédit à moyen et long termes	- 24	- 11	7	11	- 28	- 1	- 16	4

Situation de trésorerie des entreprises

(solde d'opinions – séries brutes)



La situation de trésorerie des entreprises n'a globalement pas varié au deuxième trimestre 2003. Les trésoreries demeurent, dans l'ensemble, jugées insuffisantes, sous l'effet, notamment, du recul des résultats bruts d'exploitation. Toutefois, si la situation financière des petites et moyennes entreprises a continué de se dégrader, celle des grandes entreprises s'est redressée.

Parallèlement, la progression des besoins en fonds de roulement a été légèrement moins accentuée qu'au premier trimestre, en raison, notamment, d'un allègement des stocks.

Ainsi, les difficultés de paiement ont modérément augmenté, et ont concerné, plus particulièrement, les petites et moyennes entreprises.

Dans ce contexte, les autorisations nouvelles et les renouvellements de crédits à court terme se sont légèrement accrus, tandis que se confirmait la réduction de la demande de crédits à moyen et long termes, à un rythme toutefois inférieur à celui enregistré au premier trimestre.

L'endettement global n'a guère varié par rapport au trimestre précédent, les utilisations demeurant largement inférieures aux autorisations.

Les placements se sont réduits, quelle que soit leur forme, à un rythme néanmoins beaucoup plus faible qu'au cours des trimestres précédents.

Les établissements de crédit prévoient, pour les mois à venir, un recours accru aux crédits à court terme, notamment pour les petites et moyennes entreprises, dans la perspective d'une trésorerie encore insuffisante.

Les demandes de crédits à moyen et long termes pourraient s'accroître en raison de perspectives plus favorables pour le second semestre.

3. Le comportement des particuliers

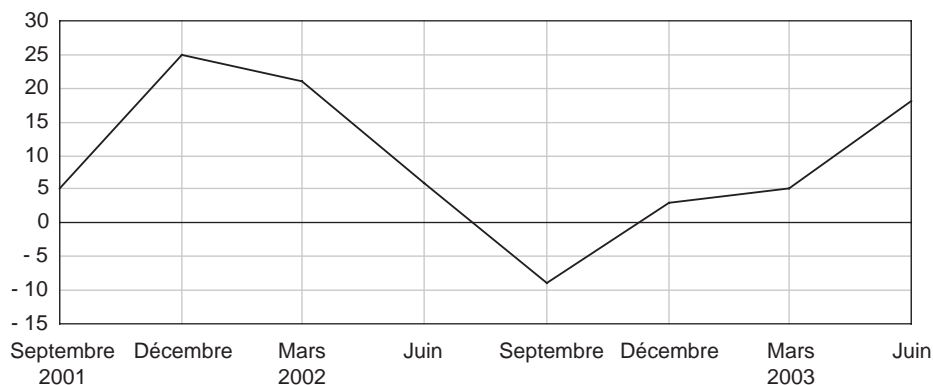
3.1. Les comportements d'épargne

Solde des opinions portées par les établissements de crédit sur l'épargne des particuliers

	2001		2002		2003			
	Sept.	Déc.	Mars	Juin	Sept.	Déc.	Mars	Juin
Situation du patrimoine financier	5	25	21	6	- 9	3	5	18
Encours moyen des dépôts à vue	26	59	35	40	33	29	7	21
Encours moyen des livrets	18	37	33	17	49	34	49	45
Placements nouveaux en comptes à terme et certificats de dépôt	16	- 12	- 6	- 9	- 7	- 30	- 25	- 36
Placements nouveaux en PEL	10	25	34	25	38	46	11	0
Placements nouveaux en PEP	- 45	- 28	- 23	- 34	- 31	- 25	- 13	- 24
Placements en actions	- 80	- 21	- 21	- 68	- 93	- 57	- 61	- 34
Placements en obligations	- 4	- 11	- 10	- 12	- 18	- 16	- 13	- 12
Placements en OPCVM court terme	- 5	8	11	5	- 7	- 8	- 5	- 3
Placements en autres OPCVM	- 29	- 3	8	- 17	- 21	- 15	- 10	- 3

Patrimoine financier des particuliers

(solde d'opinions – séries brutes)



Au deuxième trimestre 2003, le patrimoine financier des ménages s'est de nouveau renforcé.

Les encours moyens des dépôts à vue ont davantage progressé qu'au trimestre précédent.

Au cours de ce trimestre, le placement en assurances s'est encore révélé être le support favori des ménages.

Les encours moyens des livrets ont légèrement moins progressé qu'au trimestre précédent, dans la perspective de la baisse des taux du livret A, effective au premier août.

Les placements nouveaux en comptes à terme, les certificats de dépôt ainsi que les placements nouveaux en PEP se sont réduits, du fait, notamment, de la faiblesse des taux de rémunération.

Les autres placements, quelle que soit leur forme, (obligations, placements en OPCVM, en actions...), ont de nouveau reculé, à un rythme cependant sensiblement moins prononcé que celui observé au cours des enquêtes précédentes.

Par ailleurs, la désaffection des particuliers pour les placements en PEL s'est confirmée, en liaison avec les modifications réglementaires intervenues à la fin de l'année 2002.

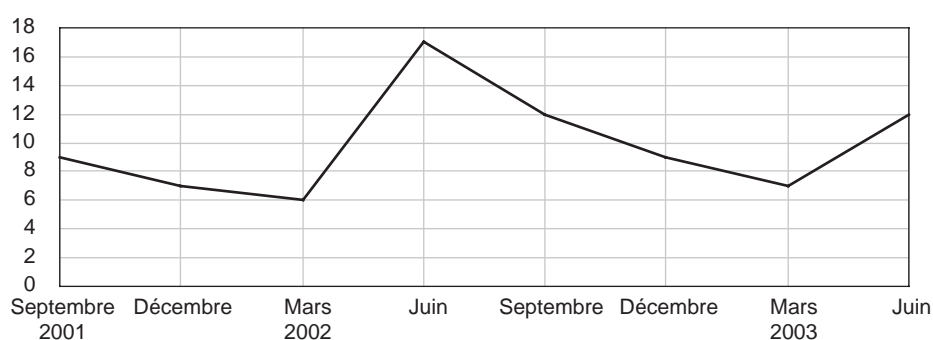
3.2. Les comportements d'endettement

Solde des opinions portées par les établissements de crédit sur l'endettement des particuliers

	2001		2002				2003	
	Sept.	Déc.	Mars	Juin	Sept.	Déc.	Mars	Juin
Situation de l'endettement global	9	7	6	17	12	9	7	12
Difficultés de paiement	0	3	3	9	9	11	10	7
Autorisations et renouvellements de crédits de trésorerie	10	22	9	14	7	8	- 3	19
Utilisations nouvelles de prêts personnels	19	28	11	29	16	15	10	30
Utilisations nouvelles de prêts immobiliers	6	21	33	60	45	38	46	65
Évolution prévue de la demande de crédits de trésorerie	5	7	23	22	16	15	17	14
Évolution prévue de la demande de crédits immobiliers	- 14	5	28	22	17	19	33	32

Endettement global des particuliers

(solde d'opinions – séries brutes)



Le niveau d'endettement global des ménages est plus élevé qu'au trimestre précédent. La situation est toutefois contrastée. Les ménages aisés ont davantage épargné et se sont désendettés, alors que la clientèle plus modeste a quelque peu accru son endettement pour faire face à ses engagements.

Les difficultés de paiement ont progressé à un rythme légèrement moins rapide que le trimestre précédent.

Suscitées par une offre commerciale forte, les autorisations et les renouvellements de crédit de trésorerie ainsi que les utilisations nouvelles de prêts personnels ont nettement augmenté pour financer, en particulier, des acquisitions d'automobiles.

Parallèlement, la demande de prêts immobiliers s'est de nouveau sensiblement accrue. Elle a concerné l'achat de résidences principales, les loyers étant souvent jugés trop élevés ; l'acquisition de biens locatifs a été encouragée par des avantages fiscaux.

Les prévisions des établissements interrogés sont plutôt confiantes pour la période à venir. Elle anticipent une augmentation de la demande de crédits immobiliers comme, mais dans une moindre mesure, de crédits de trésorerie.